



Commission Exécutive Confédérale du Mardi 18 novembre 2025

RAPPORT INTRODUCTIF

Bonjour Camarades,

Nous voilà réunis pour notre dernière CE statutaire de l'année pour dresser un bilan de la situation et envisager la période à venir. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que l'avenir ne semble pas se présenter sous les meilleurs auspices.

Sur le plan international d'abord.

Ce sont les décisions de Trump qui donnent à penser que la guerre est à nos portes.

En effet, les USA ont envoyé leur plus gros porte-avions, avec son groupe aéronaval, dans les Caraïbes, menaçant les côtes vénézuéliennes et colombiennes, prétendument pour lutter contre le narcotrafic. Les forces états-uniennes dans la région comptent déjà un bâtiment d'assaut amphibie et ses Marines, un croiseur lance-missiles, plusieurs destroyers, un sous-marin d'attaque, plus une escadrille de chasseurs bombardiers F-35 et des drones à Porto Rico, bien plus que nécessaire pour lutter contre la contrebande.

Depuis septembre, les forces armées des États-Unis ont déjà coulé des bateaux à qui ils reprochaient, sans preuve, de se livrer au narcotrafic, et tué 80 personnes, tout en accusant les gouvernements du Venezuela et de Colombie d'être leurs complices. Ces gouvernements sont surtout coupables à leurs yeux de ne pas être assez soumis à Washington.

Les drogues tuent des dizaines de milliers de personnes aux États-Unis : 80 000 l'année dernière et 110 000 en 2023. Mais Trump a cyniquement exploité cette horreur pour justifier à tort l'ordre donné à ses troupes de tuer des civils sur des bateaux dans le sud des Caraïbes et dans l'est de l'océan Pacifique.

Les forces armées ont assassiné 80 personnes lors d'une douzaine d'attaques de ce type entre le 2 septembre et le 26 octobre, et d'autres meurtres sont sûrement à prévoir. Aucun des bateaux n'ouvrait le feu sur les forces états-uniennes. Ils ne représentaient aucune menace imminente pour les USA, ni pour les personnes ici. Les attaques étaient donc totalement illégales. Trump et le secrétaire à la Défense Pete Hegseth ont affirmé que les morts étaient des « narcoterroristes ».

Confédération Générale du Travail de la Martinique

Porte 2, Maison des Syndicats, Boulevard du Général de Gaulle, 97200, Fort de France

Tél. : 0596 70 57 17 ; Télécopie : 0596 63 80 10 // Internet : <http://www.cgt-martinique.fr> // mël : cgtm.972@orange.fr

Une vidéo montre des colis marrons dans un bateau dans l'est de l'océan Pacifique avant qu'il ne soit attaqué. Mais les États-Unis n'ont présenté aucune preuve de trafic de drogue.

La famille Samaroo de Trinidad insiste sur le fait que leurs morts n'avaient rien à voir avec la drogue. Trump a menti : « *Chaque bateau transportait des drogues qui auraient pu tuer 25000 personnes.* » Mais cela signifierait que les attaques des États-Unis ont sauvé 250 000 vies. C'est plus de trois fois le nombre de morts par drogue aux États-Unis l'an dernier ! La plupart des décès liés à la drogue aux États-Unis sont causés par le fentanyl venant du Mexique, transporté par voie terrestre, et non par voie maritime. Très peu de drogues sont envoyées aux États-Unis par bateau dans le sud des Caraïbes. Mais Trump et le secrétaire à la Défense Pete Hegseth veulent des corps bombardés. Des cadavres avec les membres arrachés par des bombes ont été rejetés sur les plages de lieux comme Trinidad. Ces victimes de guerre ne sont ni autopsiées, ni réclamées, ni rapatriées — elles sont simplement laissées à pourrir à des centaines de kilomètres de chez elles. Ces crimes de guerre des États-Unis ne sauveront aucune vie américaine. Il ne fait aucun doute que ces meurtres visent à habituer les gens aux tueries des États-Unis au sud de la frontière, près de lieux où il y a du pétrole, ou là où les États-Unis veulent un contrôle supplémentaire. Et les États-Unis possèdent déjà 64 bases dans 31 pays dans cette région

Pour l'instant, Trump a trouvé un allié dans le gouvernement de Trinidad et Tobago, pays très proches du Vénézuéla. Trump va même jusqu'à accuser Maduro, le président du Vénézuéla, d'être à la tête d'un narco trafic. De même pour les dirigeants de la Colombie

On ne peut pas exclure un débarquement militaire au Vénézuéla. Ce pays échappe au contrôle de l'impérialisme. C'est aussi le pays où se situent les plus grandes réserves de pétrole du monde.

Les bombardements US en Caraïbe sont un pas de plus dans la marche à la guerre mondiale que prépare l'impérialisme occidental.

En Caraïbes, pour l'instant, seule la première ministre de Barbade, Mia Mottley, s'est démarquée de la politique criminelle de Trump et a osé le critiquer

Avec ce dernier développement dans cette partie du monde, la situation devient de plus en plus inquiétante :

- Guerre en Ukraine
- Guerre au Soudan,
- Guerre au nord Congo
- Génocide à Gaza
- Répression contre les Palestiniens en Cisjordanie
- Guerre économique

Autre point où la situation empire : en Haïti

Le week-end du 14 novembre, le gouvernement a lancé le groupe de mercenaires Blackwater contre les gangs qui contrôlent le nord de la capitale.

Ces derniers, possédant des armes lourdes et de possibles véhicules blindés, tentent d'avancer vers le centre du pays. Dans l'affrontement ils ont perdu un blindé, des fusils d'assaut et plusieurs de leurs hommes ont été tués. Dans la même zone, ils ont lancé une attaque contre l'ambassade des USA et ont été repoussés par les Marines.

En réplique les gangs malmenés ont déclaré que dorénavant « *à la guerre comme à la guerre* », laissant entendre qu'ils ne feront pas de quartier. C'est déjà le cas, ils tuent les habitants qui fuient, détruisent et brûlent les maisons, coupent les routes, tendent des pièges aux policiers.

Lundi 17 novembre, ils ont lancé une journée noire sur Port au Prince, avec fermeture des commerces, des écoles, interdisant la circulation dans les rues. L'activité a été interrompue sur les grands axes durant la journée.

Les gangs agissent en toute impunité. L'Etat est incapable d'intervenir et il existe des connivences dans la police ou d'autres instances du gouvernement.

Dans les quartiers qu'ils occupent, les bandits cherchent à se fondre dans la population. Sous la menace, ils imposent leur présence et se sont installés chez les gens. Ils y ont monté des postes de commandement, les guetteurs sont de jeunes qui préviennent de l'apparition des policiers. Si les mercenaires et la police sont maîtres dans les airs, sur terre, c'est différent face aux gangs lourdement armés.

Ces derniers mènent aussi une propagande contre les industriels, les potentats habituels d'Haïti, mais la population n'est pas dupe. Barbecue affirme lutter contre les assaillants étrangers et sous prétexte de protéger la population, il la rançonne.

Sous l'emprise des gangs, les industriels, les possédants poursuivent leurs activités. Tous tirent profits de la situation sur le dos des masses.

La population des quartiers en subit les conséquences jusqu'à ce qu'elle trouve les ressources nécessaires pour transformer ceux qui résistent individuellement en une force organisée pour répliquer aux bandits et leurs commanditaires.

En France, l'actualité, c'est le débat au Parlement sur le budget 2026.

Les députés entérinent des mesures anti-ouvrières, comme la baisse des cotisations patronales sur les heures supplémentaires ou la hausse de la CSG sur l'épargne salariale et les plans d'épargne logement. Ils avalisent aussi des recettes qui épargnent encore et toujours les entreprises et leurs profits.

Ainsi, les laboratoires pharmaceutiques, qui se gavent sur le budget de la Sécurité sociale à hauteur de plusieurs dizaines de milliards par an, ne seront pas mis à contribution, ni les

banques qui encaissent pourtant chaque année plusieurs milliards d'euros au titre des intérêts sur les emprunts de la Sécurité sociale. Les recettes de celle-ci continueront donc d'être alimentées presque exclusivement par les salariés, au travers des cotisations sociales.

Certains députés nous disent : *« On a augmenté un tout petit peu l'impôt sur le revenu du capital. Personne ne va mourir de cela, mais ça permet d'obtenir 2,5 milliards pour financer la suspension de la réforme des retraites »*.

En réalité, ce ne sont pas les milliardaires qui sont ainsi visés, mais tous ceux qui ont un plan épargne logement ou une assurance-vie. Et cela vise aussi ceux qui ont mis un petit pécule de côté, voire des travailleurs qui s'en servent comme d'une réserve dans laquelle puiser en cas de coup dur. Les riches, les vrais, peuvent dormir tranquille.

Voilà dans quelle direction vont les votes autour du budget à l'assemblée nationale.

En Martinique

La vie est toujours aussi chère. Le projet de loi contre la vie chère est insignifiant et ne règlera rien, même si certains essaient de lui trouver des vertus.

Le budget et les mesures votés à l'assemblée nationale tendant à faire payer la population vont aggraver la situation des travailleurs et des plus pauvres en Martinique.

Autre point qui suscite des inquiétudes : l'évolution de la criminalité, notamment par armes à feu.

Néanmoins, des travailleurs ne baissent pas les bras et tiennent tête avec succès dans leurs luttes. Ainsi, après les vedettes maritimes en 2024, après les travailleurs de Transaglo et de la commune du Prêcheur cette année, ce sont ceux de la Saur qui ont fait plier leur employeur après deux mois de grève, suscitant l'admiration d'autres travailleurs du groupe. Un exemple pour tous les travailleurs. Seule la lutte nous permettra de ne pas subir et de nous préparer pour d'autres plus importantes et décisives pour notre avenir.

Enfin, saluons la relaxe obtenue après un procès durant trois jours par celles et ceux qui, il y a cinq ans, ont supprimé de la vue de la population certaines statues qui représentaient des vestiges de la colonisation. Pour justifier sa décision, le tribunal a déclaré que *« l'infraction n'est pas suffisamment caractérisée »*. Pareil pour celles et ceux qui étaient à l'aéroport. Le tribunal n'avait surtout aucune envie de voir de nouvelles mobilisations qui risquaient d'être plus massives en cas de condamnation.

Merci de votre écoute et place au débat.